

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE DE 2007

L'EMPLOI PREND LE LARGE

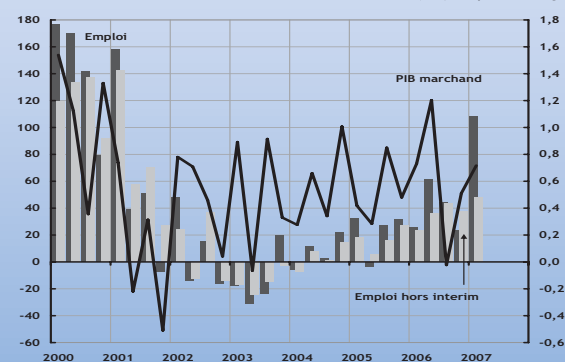
Au 1^{er} trimestre de 2007, le PIB a progressé à un rythme comparable à celui du trimestre précédent (+0,5 %). Cette croissance de l'activité s'est accompagnée d'une forte hausse des créations d'emplois dans le secteur marchand (+108 000, après +24 000 au 4^{ème} trimestre de 2006), soutenue par une progression exceptionnelle de l'intérim (+60 000). Les destructions de postes dans l'industrie se sont ralenties (-10 000), tandis que la construction a continué de créer des emplois (+10 000). Hors intérim, les créations d'emplois ont augmenté dans le tertiaire (+48 000 emplois). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand a nettement progressé début 2007 : +27 000 contrats supplémentaires au 1^{er} trimestre de 2007, après +4 000 le trimestre précédent. La progression de l'emploi total s'est ainsi amplifiée au 1^{er} trimestre de 2007 (+158 000 postes estimés, après +49 000 au dernier trimestre de 2006), portant le total des créations d'emplois sur un an à près de +360 000. Le nombre d'inscrits à l'ANPE a, de ce fait, poursuivi son repli, avec -56 000 demandeurs d'emplois en catégorie 1 sur le 1^{er} trimestre de 2007, et -74 000 demandeurs d'emplois toutes catégories confondus. Le marché du travail a également continué de s'améliorer dans la zone euro, où le taux de chômage au sens du BIT a atteint 7,2 % de la population active fin mars 2007, après 7,5 % fin décembre 2006.

Investissement et exportations en soutien de la croissance

Le PIB a progressé de +0,5 % au 1^{er} trimestre de 2007, comme au 4^{ème} trimestre de 2006. En glissement annuel, le PIB a ainsi augmenté de +2,0 %. Le maintien de la croissance s'est d'abord appuyé sur la progression de la demande intérieure hors stocks, qui a apporté une contribution de +0,5 point à la croissance, comme au trimestre précédent. Cette bonne résistance a notamment été alimentée par la progression de l'investissement des entreprises : +1,4 %, après +1,8 % au trimestre précédent, soit un glissement annuel atteignant désormais +6,7 %. L'investissement des administrations publiques a également fait montre de dynamisme (+2,4 %, comme au trimestre précédent). En revanche, l'investissement en logement des ménages est resté atone (+0,2 %, après -0,4 % au 4^{ème} trimestre de 2006), tandis que la progression de la consommation des ménages restait modeste (+0,3 %, après +0,2 % au 4^{ème} trimestre de 2006). En glissement annuel, la consommation des ménages a ralenti à +1,6 % au 1^{er} trimestre de 2007, après +2,0 % au 4^{ème} trimestre, soit son rythme le plus faible depuis dix ans.

Le ralentissement progressif de la demande des ménages s'est accompagné d'une progression modeste des importations depuis le milieu de 2006 : +0,6 % au 1^{er} trimestre de 2007, après -0,8 % et +0,6 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de 2006. Dans le même temps, les exportations ont progressé de +1,5 % au 1^{er} trimestre de 2007, après -1,3 % et +0,6 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de 2006. Au total, les échanges extérieurs, qui avaient cessé de peser sur la croissance en

Graphique 1
Emploi et PIB marchand non-agricole
Variation trimestrielle en milliers T / (T-1) en pourcentage



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee (base 2000), Unédic.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'EMPLOI

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DES RELATIONS SOCIALES
ET DE LA SOLIDARITÉ

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

Milliers / cvs Fin de trimestre	2007	2006				2007				2006	2007
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	T/(T-4)
	Niveau	Variation trimestrielle								En %	
Secteurs marchands (1)	15 794	25	61	45	24	108				0,5	1,5
<i>Dont</i>											
Industrie	3 706	-15	-18	-17	-15	-10				-2,0	-1,6
Construction	1 417	14	12	15	15	10				4,0	3,8
Tertiaire	10 670	27	67	46	24	108				1,0	2,4
<i>dont intérim</i>	677	2	25	1	-14	60				1,6	12,0
Autres (2)	9 549	21	23	24	25	49				0,8	1,3
<i>Dont</i>											
Non-marchand aidé (3)	317	11	-6	11	4	27				0,0	12,7
Non-marchand privé (4)	2 041 (5)	5	10	9	16	5				1,4	2,0
Emploi total	25 343	46	84	69	49	158				0,6	1,4

Sources : Dares, Insee, Unédic.

(1) Secteurs principalement marchands non-agricoles (EB-EP).

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non-salariés de tous les secteurs, emplois aidés des secteurs principalement non-marchands.

(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes, revenu minimum d'activité (RMA).

(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non-marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

(5) Ce niveau d'emploi n'est cumulable ni avec le niveau d'emploi des secteurs principalement marchands, ni avec celui des effectifs en emplois non-marchands aidés, car de nombreux salariés travaillent dans plusieurs secteurs à la fois (multi-activité) et une partie d'entre eux bénéficie en outre d'un contrat aidé.

fin d'année 2006, ont apporté une contribution positive de +0,2 point à la croissance au 1^{er} trimestre de 2007.

La croissance a enfin été affectée au 1^{er} trimestre de 2007 par un nouveau ralentissement de la constitution des stocks, qui ont ainsi pesé à hauteur de -0,3 point sur la croissance.

L'activité a connu un léger tassement dans la zone euro au 1^{er} trimestre de 2007: le PIB y a progressé de +0,6 %, après +0,9 % au 4^{ème} trimestre de 2006. Mesurée en glissement annuel, la croissance s'est ainsi repliée à +3,0 %, après +3,3 % au 4^{ème} trimestre de 2006.

Forte progression de l'emploi salarié marchand, soutenu par un intérim exceptionnel

En dépit d'une croissance restée proche de son potentiel au 1^{er} trimestre de 2007, l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non-agricoles (SMNA) a fortement progressé, du fait notamment d'un rebond exceptionnel de l'intérim (+60 000). L'emploi SMNA s'est ainsi accru de +108 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après +24 000 le trimestre précédent (graphique 1). A titre de comparaison, sur l'ensemble de l'année 2006, les créations d'emplois SMNA se sont élevées à +155 000 postes.

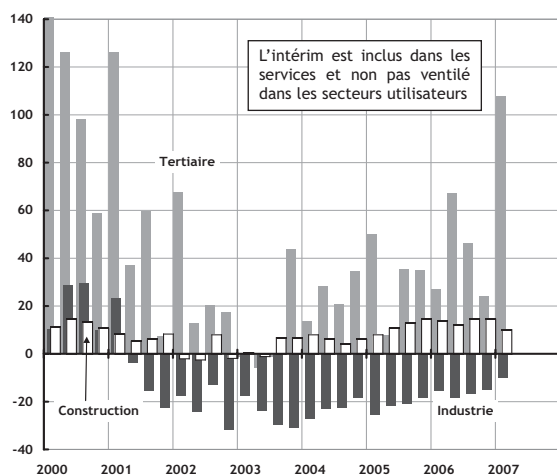
La baisse de l'emploi industriel hors intérim a continué au 1^{er} trimestre de 2007, mais à un rythme plus modéré qui confirme l'amélioration observée les trimestres précédents: -10 000 postes au 1^{er} trimestre, après -15 000 postes au 4^{ème} trimestre de 2006 et -17 000 au 3^{ème} trimestre de 2006 (graphique 2). Les créations d'emplois dans la construction sont restées soutenues: +10 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après +15 000 aux 4^{ème} et 3^{ème} trimestres.

Dans le tertiaire principalement marchand, hors intérim, l'emploi a progressé de +48 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après +38 000 au 4^{ème} trimestre de 2006 et +46 000 au 3^{ème} trimestre.

Les effectifs en intérim se sont pour leur part très fortement redressés au 1^{er} trimestre de 2007, après la baisse sensible du trimestre précédent: +60 000 postes au 1^{er} trimestre de 2007, après -14 000 au 4^{ème} trimestre de 2006 et +1 000 au 3^{ème} tri-

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles

Variation trimestrielle en milliers



Sources : Dares, Insee, Unédic.

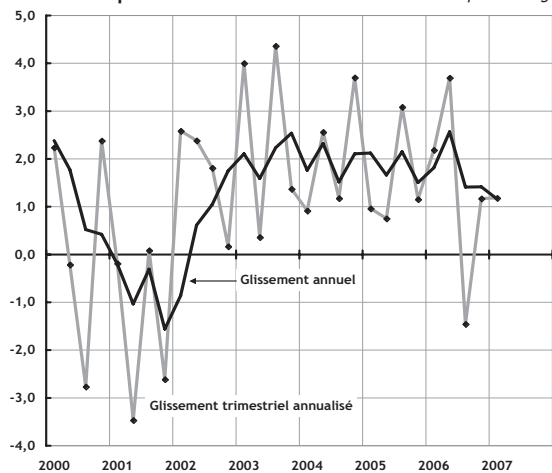
Graphique 3
Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Unédic (Déclarations des agences d'intérim).

Graphique 4
Productivité par tête



Champ : Secteurs principalement marchands non-agricoles.
Sources : Dares, Insee (base 2000), Unédic.

mestre (graphique 3). Il s'agit de la plus forte évolution de l'in-
térêt depuis le 1^{er} trimestre de 2000.

Au 1^{er} trimestre de 2007, le nombre de bénéficiaires de contrats
aidés dans le secteur non-marchand a augmenté à un rythme
beaucoup plus soutenu (+27 000) qu'au 4^{ème} trimestre de 2006
(+4 000). L'emploi salarié privé des secteurs principalement
non-marchands a progressé pour sa part de +5 000 au 1^{er}
trimestre de 2007, après +16 000 au 4^{ème} trimestre. Au total, l'em-
ploi dans l'ensemble de l'économie aurait progressé de
+158 000 postes estimés au 1^{er} trimestre de 2007, après
+49 000 au 4^{ème} trimestre de 2006. Sur un an, les créations nettes
d'emplois se seraient ainsi élevées à +359 000 postes, soit
+1,4 % en glissement annuel (tableau 1).

Gains de productivité en baisse pour des salaires de base encore dynamiques

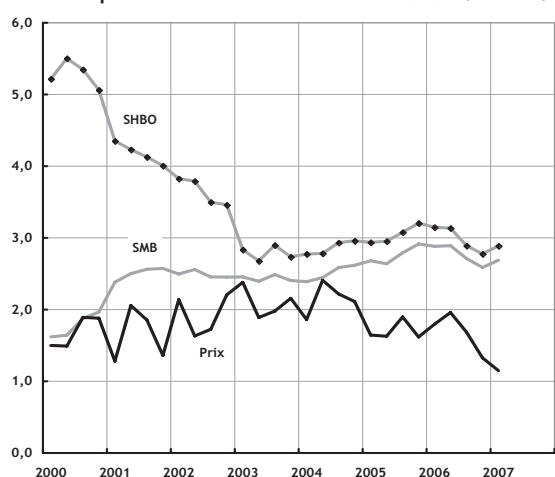
Les gains de productivité par tête dans les secteurs principale-
ment marchands non-agricoles se sont infléchis au 1^{er} trimestre
de 2007 (+1,2 % en glissement annuel, après deux trimestres
consécutifs à +1,4 %), pour confirmer le ralentissement, en
deçà des niveaux de 2004 et 2005, observé ces derniers temps
(graphique 4). Le cycle de productivité pourrait donc avoir
amorcé sa phase descendante, synonyme d'une croissance
transitoirement « plus riche en emplois ».

Dans le même temps, les salaires de base ont cessé de ralentir
au 1^{er} trimestre de 2007. Le salaire mensuel de base (SMB) a
progressé de +0,9 % en données brutes, portant son glisse-
ment annuel à +2,7 %, après +2,6 % au 4^{ème} trimestre de 2006
(tableau 2). Le glissement annuel du salaire horaire de base
des ouvriers (SHBO) est resté légèrement plus soutenu que
celui du SMB: +2,9 %, après +2,8 % au trimestre précédent
(graphique 5).

La progression stable des salaires de base s'explique par deux
mouvements de fond qui se neutralisent. La fin de la conver-
gence sur 2003-2005 des minima salariaux issus de la réduc-
tion du temps de travail favorise d'abord le ralentissement des
rémunérations minimales. Celles-ci ont en effet enregistré de
fortes revalorisations de 2003 à 2005, de près de +4,4 % en
moyenne en juillet de chaque année, suivies d'importants
effets de diffusion aux salaires supérieurs au Smic. L'année
2006 a été celle du retour au mécanisme traditionnel de reval-
orisation du Smic, avec un relèvement de +3,05 % au 1^{er} juillet,
réflétant un « coup de pouce » de 0,3 point. La décélération des
salaires de base qui découle de la fin de cette période de
convergence depuis 2006 apparaît logiquement un peu plus
marquée pour les salaires ouvriers, ces derniers étant plus sou-
vent rémunérés au voisinage du Smic. En revanche, avec la
poursuite de l'amélioration du marché du travail, l'année 2006
a vu une intensification des négociations salariales au profit
des salariés, qui s'est traduite en début d'année 2007 par un
relèvement des salaires de base sensiblement plus marqué
qu'au 1^{er} trimestre de 2006, en application des accords signés.

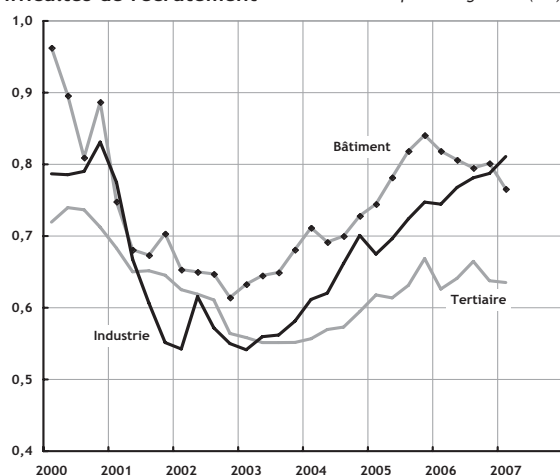
L'inflation a continué de diminuer pour atteindre +1,1 % en glis-
sement annuel au 1^{er} trimestre de 2007, après +1,4 % au der-
nier trimestre de 2006. Cette évolution découle de la relative
stabilité des prix des produits pétroliers et du taux de change
de l'euro. Conjuguée à la légère hausse du glissement annuel

Graphique 5
Salaires et prix



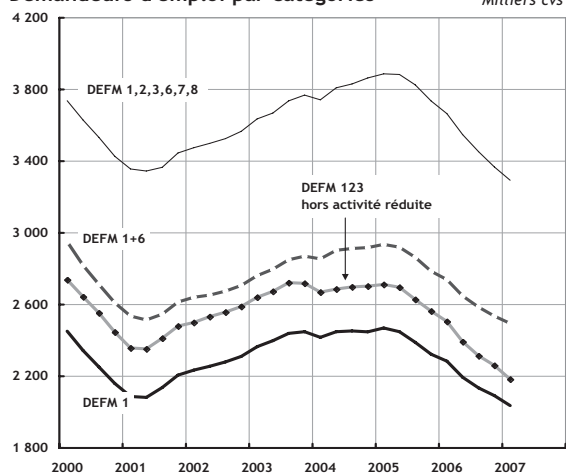
Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Difficultés de recrutement



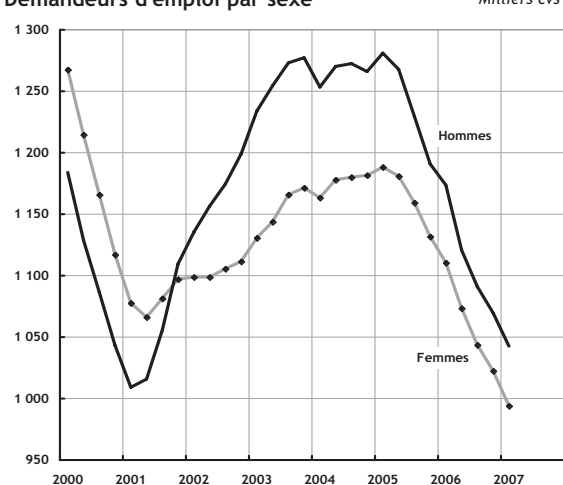
Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Dares, ANPE.

Graphique 7
Demandeurs d'emploi par catégories



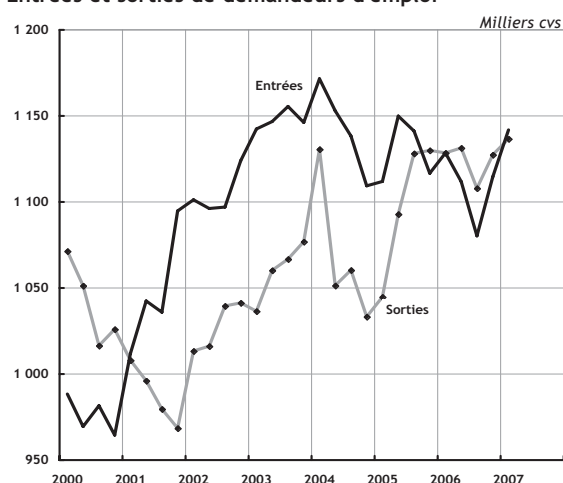
Sources : Dares, ANPE.

Graphique 8
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, ANPE.

Graphique 9
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Pour des raisons tenant à la définition des entrées et sorties retenue par l'ANPE ainsi qu'à la méthode de correction des variations saisonnières (CVS), la différence entre les entrées et les sorties de catégorie 1 qui figurent sur ce graphique n'est pas comptablement égale à la variation du stock de DEFM1 représentée dans le graphique 7.

Champ : DEFM 1.
Sources : Dares, ANPE.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

	2006				2007				2006 Croissance T/(T-4)	2007 Croissance T/(T-4)
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
	Variation trimestrielle en %									
Salaire Horaire de Base Ouvrier (SHBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9				3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base Ouvrier (SMBO)	0,8	0,6	1,0	0,4	0,9				3,1	2,9
Salaire Mensuel de Base (SMB)	0,9	0,6	0,8	0,3	0,9				2,9	2,7
Prix (1)	0,3	1,1	0,1	-0,1	0,1				1,8	1,1

(1) - Évolution de l'Indice des Prix à la Consommation d'ensemble.

du SMB, la baisse marquée de l'inflation a favorisé l'amélioration des gains de pouvoir d'achat du SMB: +1,5 % en glissement annuel au 1^{er} trimestre de 2007, après +1,0 % puis +1,3 % aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de 2006.

Les indicateurs de tensions sur le recrutement ont continué de progresser dans les métiers industriels au 1^{er} trimestre de 2007, se rapprochant des niveaux de l'année 2000 au sommet du précédent cycle conjoncturel. Cependant, les offres d'emploi qui favorisent aujourd'hui ce redressement ne présentent pas la même structure que celles enregistrées en 2000: la part des offres sur contrat court (moins de 6 mois) y est nettement plus importante et continue de s'accroître. Dans les métiers du bâtiment, les indicateurs de tensions sur le recrutement ont poursuivi le repli sensible qui s'était dessiné durant l'année 2006, suggérant que l'emploi dans la construction pourrait décélérer progressivement. Dans les métiers du tertiaire, les indicateurs de tensions sur le recrutement restent globalement stables depuis un an, au-delà des évolutions au trimestre le trimestre, en lien avec un emploi tertiaire hors intérim progressant sur un rythme modéré (graphique 6).

Nette augmentation du nombre de bénéficiaires de dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

Au 1^{er} trimestre de 2007, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés et stages de formation a fortement augmenté: +50 000 après +12 000 au 4^{ème} trimestre de 2006 (tableau 3). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés progresse à la fois dans les secteurs marchands et non-marchands, mais l'accélération observée par rapport au trimestre précédent reflète principalement le dynamisme du secteur non-marchand.

Dans le secteur non-marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a rebondi après le ralentissement observé au trimestre précédent: +27 000, après +4 000 au 4^{ème} trimestre de 2006. Cette accélération sensible s'explique pour l'essentiel par la forte augmentation du nombre de bénéficiaires d'un Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) au 1^{er} trimestre de 2007 (+24 000, après +3 000 au 4^{ème} trimestre de 2006). Alors que les entrées en CAE ont continué à être vigoureuses au 1^{er} trimestre de 2007 (24 000 entrées par mois en moyenne, comme au trimestre précédent), les sorties ont en effet nettement ralenti (16 000 sorties mensuelles en moyenne, après 23 000 au trimestre précédent). Les sorties du 1^{er} trimestre de 2007 correspondent surtout à l'arrivée à terme des CAE courts du 1^{er} trimestre de 2006, période marquée par une diminution significative des entrées par rapport à la fin de l'année 2005. Les entrées en Contrat d'Avenir (CAV) sont restées dynamiques au 1^{er} trimestre de 2007. Sans atteindre le pic du mois de septembre 2006 (22 000 embauches), les entrées en CAV sur les trois premiers mois de 2007 (8 000 par mois en moyenne) demeurent très supérieures aux 5 000 entrées mensuelles moyennes observées sur la première moitié de l'année 2006.

Tableau 3

Entrées et stocks de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2006				2007				2006	2007
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Entrées										
Données brutes - Milliers et %	Entrées du trimestre								Flux T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	184	119	158	281	184				22,1	-0,2
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	66	48	52	54	49				37,6	-25,3
Abattement temps partiel	0	0	0	0	0					
Contrat initiative emploi	36	17	12	15	15					
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	16	14	24	23	15					
Formations en alternance	91	41	80	200	101				16,2	10,7
Contrat d'apprentissage (3)	57	19	54	141	63					
Contrats de qualification et assimilés (4)	0	0	0	0	0					
Contrat de professionnalisation	35	22	26	59	38					
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	89	79	97	106	96				14,7	7,5
<i>Dont :</i> CES et CEC	7	5	4	3	1					
Contrats Emploi Jeunes	1	1	1	1	1					
Contrats d'Avenir	16	16	31	29	23					
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	65	57	61	73	72					
Formation des demandeurs d'emplois	134	132	135	132	140				-1,9	4,4
<i>Dont :</i> Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	0	0	0	0	0					
Retraits d'activité	29	26	26	27	26				-7,5	-10,0
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	27	24	24	25	25					
Ensemble (5)	436	355	416	545	446				10,0	2,1
Ensemble hors abattement temps partiel	436	355	416	545	446					

Stocks de bénéficiaires	2007 T1							Stock T/(T-4) en %	
	Stock	Variations trimestrielles des stocks							
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 128	-41	6	-21	13	26		-8,3	2,1
<i>Dont :</i> Abaissement de coûts salariaux	372	-61	-13	-9	0	-15		-19,6	-8,9
Abattement temps partiel	0	-66	0	0	0	0			
Contrat initiative emploi	137	3	-16	-14	-12	-24			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (2)	122	-2	-4	2	7	1			
Formations en alternance	578	10	16	0	11	21		-0,1	9,1
Contrat d'apprentissage (3)	401	6	9	-1	9	12			
Contrats de qualification et assimilés (4)	0	-20	-10	-15	-18	-4			
Contrat de professionnalisation	176	23	18	16	20	12			
Emplois aidés dans le secteur non-marchand	317	11	-6	11	4	27		0,0	12,7
<i>Dont :</i> CES et CEC	15	-30	-12	-8	-6	-6			
Contrats Emploi Jeunes	25	-7	-7	-7	-7	-3			
Contrats d'Avenir	86	14	8	22	15	12			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	190	34	5	4	3	24			
Formation des demandeurs d'emplois	238	1	1	4	-4	3		-2,6	2,0
<i>Dont :</i> Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	0	0	0	0	0	0			
Retraits d'activité	454	-6	0	-2	-1	-7		-2,6	-2,1
<i>Dont :</i> Dispenses de recherche d'emploi	409	-1	4	1	2	-4			
Ensemble (5)	2 138	-35	1	-9	12	50		-5,4	2,6
Ensemble hors abattement temps partiel	2 138	31	1	-9	12	50			

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les données SEJE présentées pour le 1^{er} trimestre sont des estimations.

(3) Du fait du transfert de la responsabilité de l'enregistrement de la quasi-totalité de contrats d'apprentissage aux Chambres Consulaires depuis août 2006, les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.

(4) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation.

(5) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en stage. Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Au total, le dynamisme des CAE et CAV a plus que compensé les sorties des anciens contrats CES, CEC et emplois jeunes (-9 000 bénéficiaires).

Dans le secteur marchand, le nombre de bénéficiaires a progressé plus nettement au 1^{er} trimestre de 2007 qu'au 4^{ème} trimestre de 2006 (+26 000 après +13 000). Comme traditionnellement à cette période de l'année, les embauches dans le cadre de la formation en alternance sont en net retrait par rapport au 4^{ème} trimestre. Les entrées en Contrat de Professionnalisation (38 000 entrées) ont néanmoins largement compensé les sorties de dispositifs, permettant une hausse du nombre de contrats anciens et nouveaux (+9 000). Le nombre d'apprentis a continué de s'accroître au 1^{er} trimestre de 2007 (+12 000). Avec 63 000 contrats supplémentaires signés au cours des trois premiers mois de 2007, le nombre de jeunes apprentis s'est élevé à 401 000 en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 1^{er} trimestre de 2007 (412 000 en données brutes, contre 383 000 à la fin du 1^{er} trimestre de 2006). La hausse des emplois aidés du secteur marchand s'explique également par la forte progression du nombre de chômeurs créateurs d'entreprises aidés par le dispositif ACCRE (+29 000 au 1^{er} trimestre de 2007 après +19 000 au 4^{ème} trimestre de 2006). A contrario, le repli du nombre de Contrat Initiative Emploi (CIE) s'accroît au cours du 1^{er} trimestre de 2007. La volonté de réduire le recours au CIE s'était traduite par un fort ralentissement des entrées au cours des trois premiers trimestres de l'année 2006. Depuis le 4^{ème} trimestre de 2006, le volume des entrées en CIE s'est stabilisé à 15 000. Au 1^{er} trimestre de 2007, les entrées en CIE ne parvien-

Sources :
Dares, CNASEA,
ANPE, Unédic,
Ministère de
l'Education
Nationale,
Ministère de
l'Intérieur
(emplois jeunes).

Graphique 10
Licenciement ou entrée
en PAP anticipé ou en CRP

En pourcentage



Entrées en DEFM :
- en catégorie 1 suite à un licenciement économique ou autre licenciement ou une convention de conversion ;
- en catégorie 4 et 5 en raison de l'entrée en PAP anticipé ou en CRP, en pourcentage de l'ensemble des entrées au chômage en catégories 1, 4 et 5.
Sources : Dares, ANPE.

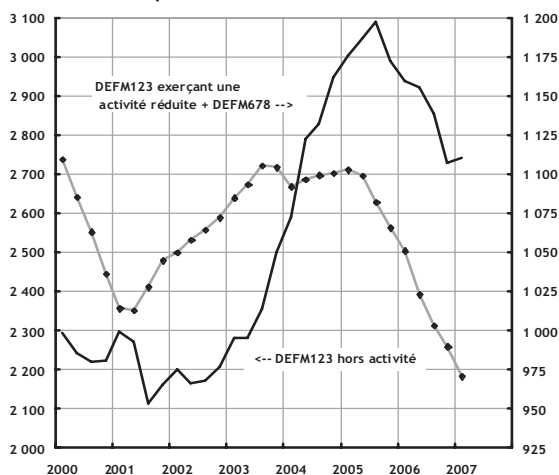
ment plus à compenser l'accélération des sorties (27 000 au 1^{er} trimestre, après 16 000 au 4^{ème} trimestre de 2006) et le nombre de bénéficiaires de CIE se réduit de -24 000. Le début de l'année 2007 est en effet marqué par l'arrivée à terme des CIE conclus en 2005 pour une durée de 18 mois en moyenne et des CIE de 2006 d'une durée moyenne nettement plus courte (12 mois).

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un stage de formation à la fin du 1^{er} trimestre de 2007 a légèrement augmenté (+3 000 par rapport au trimestre précédent). En revanche, le nombre des bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité continue de diminuer (-7 000). Après trois trimestres consécutifs de légère progression, le nombre de bénéficiaires de dispenses de recherche d'emploi (DRE) s'inscrit notamment en retrait par rapport au 4^{ème} trimestre de 2006 (-4 000). Les conditions d'accès aux dispositifs de retrait d'activité, en particulier les préretraites, ont été durcies depuis 2003, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des plus âgés sur le marché du travail.

Poursuite de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite

Milliers cvs

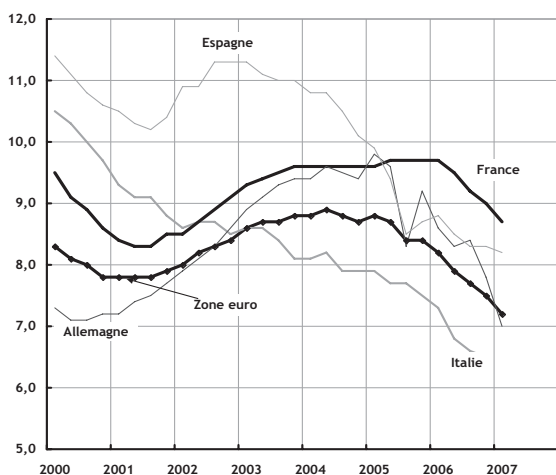


Sources : Dares, ANPE.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a continué de diminuer au 1^{er} trimestre de 2007, quelles que soient les catégories retenues (graphique 7). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 (DEFM1) s'est replié de -56 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après -43 000 au trimestre précédent. Ce recul a été plus prononcé pour les femmes (-29 000) que pour les hommes (-27 000, graphique 8). De son côté, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1,2,3 hors activité réduite s'est réduit de -77 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après -54 000 au trimestre précédent. Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 a quant à lui reculé de -74 000 au 1^{er} trimestre de 2007, après -85 000 au trimestre précédent. De son côté, la baisse du chômage de longue durée, entamée au second semestre de 2005, s'est accentuée au 1^{er} trimestre de 2007: -55 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE, après -34 000 au 4^{ème} trimestre.

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro

En pourcentage



Les données italiennes pour le 1^{er} trimestre de 2007 ne sont pas encore disponibles.

Source : Eurostat.

Après avoir atteint leur plus bas niveau depuis 2002 au 3^{ème} trimestre de 2006, les entrées sur les listes de l'ANPE en DEFM1 ont augmenté de nouveau au 1^{er} trimestre de 2007: +27 000, après +34 000 au 4^{ème} trimestre (graphique 9). Les fins de CDD ont notamment contribué à ce redressement des inscriptions à l'ANPE. Toutefois, dans un contexte de créations d'emplois très dynamique, les premières entrées ont fortement diminué au 1^{er} trimestre de 2007. Elles ont atteint ce trimestre leur plus bas niveau depuis la fin de l'année 2004. Autre reflet de l'amélioration de la conjoncture sur le marché du travail, la part des entrées à l'ANPE en catégorie 1, 4 et 5 suite à un licenciement, une entrée en Pare-PAP anticipé ou une entrée en convention de reclassement personnalisée (CRP) a diminué continûment depuis la mi-2006 (graphique 10).

Les sorties des listes de l'ANPE ont également augmenté au 1^{er} trimestre de 2007: +9 000, après +20 000 au 4^{ème} trimestre de 2006, pour les DEFM 1. Les sorties pour motif d'absence au contrôle ou de radiation administrative sont restées très élevées au 1^{er} trimestre de 2007. La mise en place des entretiens mensuels à l'ANPE dans le cadre du suivi renforcé des deman-

Tableau 4

Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Milliers / cvs / Fin de trimestre	2007		2006				2007				2006	2007
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4)	%	
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle									
DEFM 1	2 037	-39	-90	-60	-43	-56					-7,5	-10,8
DEFM 1+6	2 495	-47	-92	-62	-50	-41					-6,7	-8,9
DEFM 1+2+3 hors AR	2 183	-58	-113	-78	-54	-77					-7,6	-12,9
DEFM 1+2+3+6+7+8	3 294	-71	-117	-95	-85	-74					-5,7	-10,1
Chômeurs longue durée de catégorie 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	329	-10	-16	-21	-27	-34					-9,1	-22,8
2 à 3 ans d'ancienneté	129	-1	-3	-6	-6	-14					-10,6	-18,0
Plus de 3 ans d'ancienneté	120	0	-1	-1	-2	-8					6,0	-8,6
Ensemble des CLD	578	-11	-20	-27	-34	-55					-7,0	-19,2

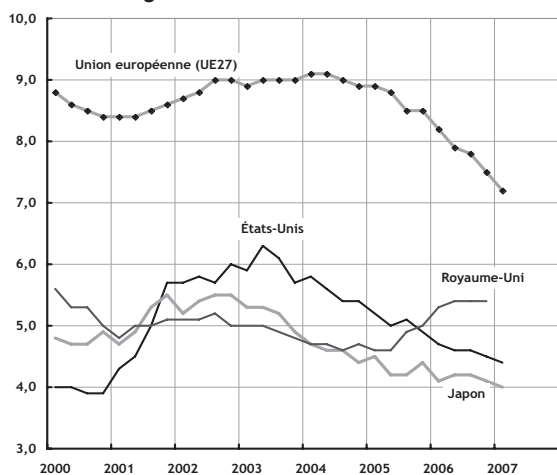
Sources :
Dares, ANPE,
Insee.

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite (AR) de plus de 78 heures dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée (catégorie 3). De façon analogue les demandes d'emploi de catégorie 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois, selon le type de contrat envisagé : CDI à temps plein (catégorie 6), CDI à temps partiel (catégorie 7) ou CDD (catégorie 8). Les données sont arrondies au millier.

Graphique 13

Taux de chômage dans le monde

En pourcentage



Source : Eurostat.

deurs d'emploi expliquer très vraisemblablement une part importante de la forte hausse des sorties pour radiations administratives enregistrée depuis le début de l'année 2006 [6]. Par ailleurs, la progression de l'emploi au 1^{er} trimestre de 2007 explique une partie de la hausse des sorties pour absence au contrôle observée : environ la moitié de ces sorties correspond à des reprises d'emploi non-déclarées, selon l'enquête « Sortants » réalisée chaque année par l'ANPE et la Dares (1)

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite a augmenté au 1^{er} trimestre de 2007, après une baisse continue depuis la mi-2006 : +3 000 demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite au 1^{er} trimestre de 2007, après -31 000 au 4^{ème} trimestre de 2006 et -17 000 au 3^{ème} trimestre de 2006 (graphique 11). Ce redressement de l'activité réduite des demandeurs d'emploi pourrait refléter pour partie la très forte progression de l'intérim et des contrats aidés ce trimestre.

L'évolution du chômage au sens du BIT depuis 2005 reste quant à elle plus difficile à apprécier, compte tenu de difficultés techniques liées à l'enquête Emploi de 2006, de divergences entre cette source et d'autres données sur le chômage, dont notamment les statistiques de l'ANPE, et enfin de certaines évolutions du service public de l'emploi, qui affectent les statistiques de l'ANPE et donc la méthode

(1) - Enquête auprès des individus sortants des listes de demandeurs d'emploi de l'ANPE, permettant notamment de préciser le motif réel de sortie.

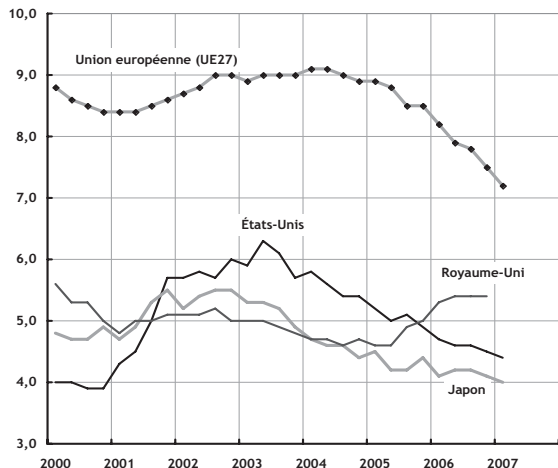
d'estimation mensuelle du chômage BIT par l'Insee (encadré 1 et [6]). Dans l'attente du calage sur les résultats de l'Enquête emploi 2006 reporté à l'automne 2007, les estimations mensuelles provisoires de l'Insee, qui traduisent essentiellement l'évolution du nombre de DEFM 1,2,3 hors activité réduite, suggèrent une poursuite du repli du taux de chômage à 8,3 % fin mars 2007, après 8,6 % fin décembre 2006. Alors que les premiers résultats, non labellisés par l'Insee, de l'Enquête emploi 2007 font état d'un taux de chômage de 9,4 % au 1^{er} trimestre de 2007 [10], ces estimations mensuelles provisoires restent entourées d'une incertitude inhabituelle. Ainsi, la méthode d'estimation d'Eurostat donne des résultats différents – en se fondant principalement sur les résultats trimestriels de l'enquête Emploi, sauf pour les tous derniers trimestres où les estimations évoluent essentiellement comme le nombre d'inscrits à l'ANPE (DEFM) – avec un taux de chômage de 8,8 % en mars 2007, après 9,1 % en décembre 2006.

Poursuite de l'amélioration du marché du travail européen

Le PIB de la zone euro a progressé de +0,6 % au 1^{er} trimestre de 2007, après +0,9 % au trimestre précédent. En glissement annuel, la croissance du PIB de la zone euro s'est ainsi modérée à +3,0 %, après +3,3 % au 4^{ème} trimestre de 2006, mais elle est restée bien supérieure à sa moyenne de longue période. Le maintien de cette bonne conjoncture a favorisé la poursuite de l'amélioration du marché du travail européen : le taux de chômage de la zone euro s'est replié à 7,2 % fin mars 2007, un plus bas niveau historique depuis le début des années 1980, après 7,5 % fin décembre 2006.

L'Allemagne a bénéficié d'une croissance proche de celle de la moyenne de la zone euro au 1^{er} trimestre de 2007 : le PIB allemand a progressé de +0,5 %, après +1,0 % au trimestre précédent. Avec un glissement annuel à +3,6 %, la croissance demeure toutefois très dynamique, soutenu principalement par les exportations et l'investissement des entreprises. Dans ce contexte porteur, le taux de chômage au sens du BIT a marqué un vif repli : 7,0 % fin mars 2007, après 7,8 % fin décembre 2006 (graphique 12). Toutefois, ces évolutions trimestrielles du taux de chômage allemand doivent être prises avec beaucoup de prudence. En effet, pour comptabiliser le nombre de chômeurs, une nouvelle enquête téléphonique a été mise en place en 2005 : celle-ci

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde En pourcentage



Source : Eurostat.

nécessite le recours à une méthode de correction des variations saisonnières encore provisoire, source de volatilité de l'indicateur de taux de chômage allemand.

En Italie, le PIB a ralenti nettement au 1^{er} trimestre de 2007 : +0,2 %, après la très forte croissance de +1,1 % du trimestre précédent. L'amélioration du marché du travail a de son côté donné des signes d'essoufflement en fin d'année 2006 : le taux de chômage au sens du BIT n'a que faiblement diminué à 6,5 % fin décembre 2006, après 6,6 % fin septembre. Une évolution similaire se dessine en Espagne où la croissance est pourtant restée soutenue (+1,1 %, après +1,2 % au 4^{ème} trimestre de

2006) : le taux de chômage a peu diminué, atteignant 8,2 % fin mars 2007, après 8,3 % fin décembre 2006.

Au Royaume-Uni, la croissance du PIB est restée stable au 1^{er} trimestre de 2007 (+0,7 %, comme aux deux trimestres précédents). Là encore, en dépit d'une croissance solide, le taux de chômage s'est stabilisé depuis plusieurs mois, atteignant 5,4 % fin décembre 2006 (graphique 13).

Aux États-Unis, l'activité a décéléré au 1^{er} trimestre de 2007, en cohérence avec le scénario d'un « atterrissage en douceur » de la croissance américaine : +0,2 %, après +0,6 % au 4^{ème} trimestre de 2006. Dans ce contexte, le taux de chômage américain a cependant encore légèrement baissé à 4,4 % fin mars 2007, après 4,5 % fin décembre 2006.

Au Japon, la croissance s'est également repliée (+0,6 %, après +1,2 % au 4^{ème} trimestre de 2006). Comme aux États-Unis, ce tassement de l'activité n'a pas empêché un nouveau repli, modeste, du taux de chômage à 4,0 % fin mars 2007, après 4,1 % fin décembre 2006.

Dares*

Références

- [1] Ponceau, J., De Riccardis, N. [2007] « L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2007 » *Premières Informations*, n°25.3, juin.
 [2] De Riccardis, N. [2007] « L'emploi intérimaire au 1^{er} trimestre 2007 » *Premières Informations*, à paraître.
 [3] Mathern, S. [2007] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1^{er} trimestre 2007, résultats définitifs » *Premières Informations*, n°26.2, juin.
 [4] Dares [2007-1] « Le marché du travail en avril 2007 » *Premières Informations*, n°23.1, mai.
 [5] Dares [2007-2] « Les tensions sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2007 » *Premières Informations*, à paraître.
 [6] Dares [2007-3] « L'évolution du chômage au second semestre 2006 » *Premières Informations*, à paraître.
 [7] Dares [2007-4] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4^{ème} trimestre 2006 – L'emploi sur un rythme de croisière » *Premières Informations*, n°13.5, mars.
 [8] Acoff [2007] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 1^{er} trimestre 2007 » *Acoff Stat – Conjoncture* n°49, juin.
 [9] Eurostat [2007] « Mai 2007 : Le Chômage en baisse à 7,0 % dans la zone euro et l'UE27 » *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n°93/2007, juillet.
 [10] Insee [2007] Note de conjoncture, juin.

* Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Juliette Ponceau et Fabien Toutlemonde, composée de :
 Jean-Baptiste Berry, Olivier Biau, Lucie Gonzalez,
 Christine Lagarenne, Pierre Lamarche, Sandrine Mathern,
 Monique Meron, Fanny Mikol, Olivier Monneraye, Mahrez Okba,
 Nicolas De Riccardis, Géraldine Seroussi et Xavier Viney.

LES DIFFÉRENTS CHIFFRES DU CHÔMAGE AU SENS DU BIT

Une statistique annuelle fournie par l'exploitation de l'enquête Emploi de l'Insee

Est chômeur au sens du BIT une personne à la recherche d'un emploi (ce qui suppose des démarches actives de recherche d'emploi), immédiatement disponible et n'ayant pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence. Ce concept est naturellement limitatif (il ne permet pas d'approcher le « halo » du chômage) mais il présente l'avantage de permettre des comparaisons internationales.

Seule l'enquête Emploi de l'Insee permet de mesurer ce concept via une batterie de questions conçues spécialement pour appréhender finement la réalité des démarches de recherche d'emploi, la disponibilité effective, etc. Pour autant, il existe au moins deux estimations du chômage en moyenne annuelle par la biais de l'enquête Emploi, effectuées par l'Insee et Eurostat. Ainsi, le taux de chômage au sens du BIT en moyenne annuelle pour 2005 s'établit à 9,9 % selon l'Insee et 9,7 % selon Eurostat.

Ces divergences entre les estimations de l'Insee et d'Eurostat proviennent d'un effet de champ (Eurostat estime un taux de chômage métropole +Dom, tandis que l'Insee se cantonne à la métropole), et d'interprétations différentes des critères de disponibilité effective et de démarches actives de recherche d'emploi. En particulier, contrairement à l'Insee, Eurostat considère que la seule inscription à l'ANPE n'est pas une preuve de recherche d'emploi suffisante pour justifier le classement en chômeur BIT.

Une estimation mensuelle fondée sur l'évolution de certaines catégories de DEFM

L'estimation annuelle fournie par l'enquête Emploi ne donne aucune information conjoncturelle sur l'évolution du chômage. Afin de pallier ce manque, l'Insee et la Dares publient une estimation provisoire chaque mois, fondée principalement sur l'évolution du nombre de DEFM en catégorie 1, 2 ou 3 et n'ayant pas exercé d'activité réduite. Cet agrégat est en effet le plus proche conceptuellement (tout au moins sur le passé) et statistiquement du chômage au sens du BIT. Eurostat procède de manière un peu différente et se cale chaque trimestre sur les évolutions de l'enquête Emploi (qui est une enquête « en continu ») tout en utilisant également les évolutions des DEFM pour l'estimation mensuelle sur la période la plus récente.

Les divergences constatées en 2006

L'évolution de la série mensuelle actuellement publiée par l'Insee et la Dares, qui n'a pas encore été calée sur les résultats de l'enquête Emploi 2006, est par construction analogue à celle constatée pour les DEFM 1, 2 et 3 n'ayant pas exercé d'activité réduite. La moyenne annuelle du taux de chômage BIT pour 2006 qui découle de cette série mensuelle calée sur les données ANPE s'établit à 9,1 %.

Le taux de chômage en moyenne annuelle pour 2006 qui ressort de l'enquête Emploi est, quant à lui, bien supérieur, à 9,8 %. L'ampleur de l'écart (+0,7 point) est exceptionnelle et nourrit les interrogations à l'égard de la fiabilité tant de l'enquête Emploi (ce qui explique que l'Insee ait décidé de différer le calage à l'automne 2007) que de la méthode d'estimation mensuelle fondée sur l'évolution des DEFM, dans la mesure où certaines évolutions qui sont intervenues dans le cadre du service public de l'emploi ont accentué le repli du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2005 et 2006 (voir www.cnis.fr pour une première analyse de la Dares présentée lors de la réunion de la formation emploi-revenus du CNIS du 8 mars 2007 et [6] pour une analyse plus poussée des effets de certains de ces facteurs).

Contrairement à l'Insee, Eurostat a appliqué ces derniers mois sa méthode habituelle de calage sur les résultats de l'enquête Emploi 2006, et sur ceux de l'enquête Emploi pour le 1^{er} trimestre de 2007 dernièrement. En pratique, la méthode d'estimation d'Eurostat se fonde principalement sur les résultats trimestriels de l'enquête Emploi, sauf pour les tous derniers trimestres, où les estimations évoluent essentiellement comme le nombre d'inscrits à l'ANPE (DEFM). Les estimations d'Eurostat apparaissent donc également provisoires et seront revues à la hausse en cours d'année, dans la mesure où les résultats trimestriels de l'enquête Emploi restent sensiblement supérieurs à 9,0 % : l'Insee a fait état d'un chiffre de 9,4 % au 1^{er} trimestre de 2007, résultat qui n'est pas encore labellisé et n'a pas encore fait l'objet d'une publication officielle [10]. Au total, la moyenne annuelle 2006 de la série mensuelle publiée par Eurostat est égale à 9,4 %. Le taux de chômage au sens du BIT s'établissait ainsi fin mai 2007 à 8,7 % selon Eurostat, soit +0,6 point au-dessus de l'estimation publiée par l'Insee et la Dares (8,1 %, donnée provisoire dans l'attente du calage sur l'enquête Emploi différé à l'automne).

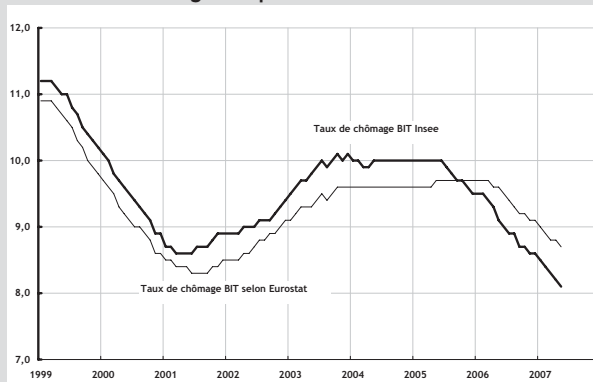
De décembre 2005 à décembre 2006, le taux de chômage au sens du BIT, calculé par l'Insee à partir de la série mensuelle, aurait diminué de -0,9 point, passant de 9,5 % fin décembre 2005 à 8,6 % fin décembre 2006 (graphique). Selon Eurostat, sur la même période, le taux de chômage en France aurait reculé de -0,6 point (9,1 % en décembre 2006 contre 9,7 % en décembre 2005).

Les différents chiffres du taux de chômage BIT pour la France

	Résultats bruts de l'enquête Emploi, méthode Insee	Série mensuelle Insee-publiée par la Dares	Série mensuelle Eurostat
Moyenne annuelle 2005	9,9 %	9,9 %	9,7 %
Moyenne annuelle 2006	9,8 %	9,1 %	9,4 %
Fin décembre 2004	-	10,0 %	9,6 %
Fin décembre 2005	-	9,5 %	9,7 %
Fin décembre 2006	-	8,6 %	9,1 %
Fin mars 2007	-	8,3 %	8,8 %
Fin mai 2007	-	8,1 %	8,7 %

Sources : Insee-Dares, Eurostat.

Estimations mensuelles du taux de chômage BIT pour la France



Source : Insee, Dares, Eurostat.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études et Statistiques)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61) Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.53

Réponse à la demande : 01.44.38.23.89 / e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr

Rédacteur en chef : Gilles Rotman. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepesant, Guy Barbut, Thierry Duret.

Conception graphique : Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi

et le Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité. Reprographie : DAGEMO.

Abonnements : *La Documentation française*, 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00

www.ladocumentationfrancaise.fr

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES

Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 122 €, CEE (TTC) 129 €, DOM-TOM et RP (HT, avion éco.) : 127,50 €,

hors CEE (HT, avion éco.) 131,60 €, supplément avion rapide : 8,05 €.

Publicité : Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi et le Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.